Regroupement des militants syndicaux

avril 1977

Cahier du RMS n° 4

“Non au sommet économique!
Non au contrat social!”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Regroupement des militants syndicaux

Cahier du RMS n° 4

“Non au sommet économique! Non au contrat social!”.

Montréal : RMS, 13 avril 1977, 48 pp.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Publication autorisée par M. Gill le 7 janvier 2003.

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 19 août 2004 à Chicoutimi, Québec.

Sommaire

Déclaration de principe du R.M.S.

- 1) De quel type de regroupement s'agit-il?
- 2) Pourquoi un tel regroupement?

Non au sommet économique! Non au Contrat social! Pour l'indépendance complète de nos organisations syndicales face au patronat et au gouvernement

Document du Comité de coordination du RMS : Yves Archambault, Alliance des Professeurs de Montréal (CEQ); Jacques Beaudoin, Syndicat du Transport (CTCUM) (CSN), coordonnateur du RMS; Louis Gill, Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ-CSN); Suzanne Thibodeau, Alliance des Professeurs de Montréal (CEQ).

I. Le Sommet économique : premier pas vers le "Contrat social"

- a) L'invitation du gouvernement Lévesque
- b) Le Sommet économique : formule de dernier ressort
- c) Les dirigeants des centrales : pour la participation au Sommet
- d) La "crédibilité sur les marchés extérieurs"
- e) Oui aux restrictions volontaires?

II. La formule a déjà fait ses preuves

- a) Angleterre, Allemagne de l'Ouest, Italie
- b) L'opposition des travailleurs au contrat social
- c) Perspectives de contrat social au Canada

III. Le Mémoire commun CSN-CEQ : un premier cas de "restrictions volontaires"

- a) Ni tripartisme, ni bipartisme
- b) Analyse du "Mémoire commun"
 1. Droit au travail
 2. Droit à la syndicalisation et à la liberté syndicale
 3. Droit à la négociation
 4. Le droit de grève
 5. Loi anti-scab - utilisation de fiers-à-bras - Lois spéciales et injonctions
 6. Santé et sécurité au travail
 7. Salaires
 8. Affaires sociales
 9. Éducation
 10. Droits des femmes
 11. Politique à l'égard de l'entreprise privée et politique fiscale

- c) [Dans une “perspective de faisable”](#)

IV. [La concertation au niveau de l’entreprise](#)

- a) [La cogestion dans les pays de l’Europe de l’Ouest](#)
- b) [Les conséquences de la “participation”](#)
- c) [La “participation” dans le secteur para-public](#)
- d) [La participation aux profits de l’entreprise](#)
- e) [La participation à la propriété](#) — actionnariat et rachat des entreprises par les travailleurs
- f) [L’illusion du “pouvoir dans l’entreprise”](#)
- g) [Une conception du monde étrangère au mouvement ouvrier](#)

V. [Pour une conférence de tous les militants, groupes et organisations ouvrières qui s’opposent à la participation du mouvement au Sommet économique](#)

[Conclusion](#)

Regroupement des militants syndicaux

Cahier du RMS n° 4

**“Non au sommet économique!
Non au contrat social!”**

Montréal : RMS, avril 1977, 48 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Regroupement des militants syndicaux
Cahier du RMS no 4

Non au sommet économique !
Non au contrat social !

Pour l'indépendance complète de nos organisations syndicales
face au patronat et au gouvernement

[Retour à la table des matières](#)

**Pour une conférence
de tous les militants, groupes et
organisations ouvrières
qui s'opposent à la participation
du mouvement ouvrier
au Sommet économique**

Militants syndicaux !

Tous les militants syndicaux désireux de participer aux assemblées mensuelles du Regroupement des Militants syndicaux (R.M.S.) ou de recevoir son Bulletin de Liaison et ses Cahiers, sont priés de s'adresser à:

Regroupement des Militants Syndicaux

Déclaration de principe du R.M.S.

1) De quel type de regroupement s'agit-il?

[Retour à la table des matières](#)

S'agit-il du "lancement" d'un nouveau parti ? Non. Nous sommes des militants syndicaux qui croient nécessaire que les travailleurs construisent leur propre parti. Nous croyons que ce parti ne nous tombera pas du ciel et que le travail pour le construire est nécessaire et actuel. Nous n'avons donc pas l'intention de décréter la création du parti... mais nous voulons plutôt, par le regroupement des militants d'accord avec cet objectif, travailler systématiquement à le construire.

S'agit-il d'une chapelle, d'une secte ? Non. Nous voulons nous regrouper mais sûrement pas pour mettre sur pied une secte extérieure au mouvement ouvrier qui pratique la dénonciation abstraite des dirigeants syndicaux.

S'agit-il d'un regroupement où les militants qui y sont engagés perdent leur droit au désaccord vis-à-vis d'autres militants du même regroupement ? Il ne s'agit pas de cela non plus.

S'agit-il d'un regroupement qui se limite à. échanger de belles idées sur la situation des travailleurs du Québec ou à "placoter" des problèmes? Non plus.

Il s'agit au contraire de mettre sur pied:

- un regroupement large de militants syndicaux qui veulent pouvoir débattre ensemble de leur travail de militants dans les organisations syndicales, des problèmes auxquels ils sont confrontés et qui veulent coordonner leur action à partir d'une triple orientation qu'ils partagent, à savoir:

- 1) Nous sommes pour l'indépendance complète des syndicats en face du gouvernement et du patronat et nous nous opposons et combattons toutes les tentatives directes et indirectes pour intégrer les syndicats dans les structures de "participation" économique ou politique du gouvernement ou des patrons.

Nous croyons que c'est seulement si elles sont indépendantes complètement que nos organisations pourront nous appartenir et nous permettre de lutter pour la satisfaction de toutes nos revendications.

- 2) Nous sommes pour l'action unitaire des syndicats; nous voulons développer toutes les initiatives qui vont dans ce sens et travailler activement à résoudre tous les obstacles qui empêchent ou réduisent cette unité. Nous sommes convaincus que nous ne pouvons faire face adéquatement aux attaques centralisées du gouvernement et du patronat et obtenir gain de cause contre eux si nos organisations marchent séparément.
- 3) Nous sommes pour un parti des travailleurs, distinct de tous les autres partis; nous travaillons aujourd'hui à construire ce parti et nous croyons, dans ce sens, que nos organisations actuelles, les syndicats, ont un rôle d'initiative essentiel à jouer pour y arriver. Nous voulons développer toutes les actions syndicales qui contribuent à réaliser cet objectif.

- un regroupement de militants syndicaux qui acceptant de situer leurs discussions et leurs actions à l'intérieur de cette orientation, en trois points, restent par ailleurs libres d'appartenir à l'organisation politique ou au parti de leur choix. Nous croyons qu'il serait faux d'exiger comme condition préalable à l'adhésion au regroupement des militants syndicaux, que ceux-ci rompent leurs affiliations politiques. C'est au contraire par le débat, l'action et l'expérience communes que les travailleurs vont élaborer leur propre programme politique, construire leur propre parti et joindre ses rangs massivement. C'est l'objectif auquel nous travaillons et nous ne pouvons pas faire comme si l'objectif était déjà réalisé.

- un regroupement de militants syndicaux qui sont prêts à rechercher les moyens de coordonner leurs interventions et leurs actions, sans par ailleurs perdre leur droit au désaccord vis-à-vis d'autres militants du regroupement.

- un regroupement de militants syndicaux qui refusent le "charriage" et qui veulent pouvoir trouver un cadre de discussions et d'action dans le plus complet respect de la démocratie ouvrière, où les différents points de vue s'expriment librement.
- un regroupement de militants syndicaux qui veulent aborder ensemble toutes les questions qui concernent le mouvement ouvrier et ses intérêts, au centre desquelles se trouve **la politique**.

2) Pourquoi un tel regroupement ?

[Retour à la table des matières](#)

L'orientation politique, définie plus haut, n'est pas une invention qui provient de la tête de quelques-uns.

Les récents congrès des organisations syndicales, aussi bien à la FTQ, à la CSN qu'à la CEQ, montrent que nous sommes un nombre de plus en plus grand de militants syndicaux qui veulent diriger leur action dans ces perspectives.

Cette volonté et notre nombre n'ont pas cessé de croître au cours des dernières années, du fait même des luttes dans lesquelles, avec l'ensemble des travailleurs organisés, nous avons été impliqués.

Constatant que nous sommes sur les mêmes perspectives et sans cesse plus nombreux, nous savons en même temps à quel point nous sommes séparés dans des milieux de travail, des secteurs, des syndicats, des villes et des régions différents.

Nous constatons qu'il ne suffit pas que nous nous retrouvions au moment des congrès. Appartenant à des milieux de travail et des syndicats différents, nous faisons face aux mêmes questions fondamentales et chacun de nous ressent vivement l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons de débattre de ces questions avec des militants d'autres milieux de travail, d'autres syndicats, de confronter nos points de vue et ainsi de renforcer notre action en la coordonnant.

Pour que les choses changent, pour que nous ne soyons plus simplement une addition d'individus qui "pensent la même chose", mais continuent d'agir, nous avons décidé de nous regrouper.

Il y a, par exemple, la loi anti-scab, l'enquête du gouvernement dans les syndicats de la construction, la question de la participation des syndiqués aux Conseils d'administration des hôpitaux, écoles, ou collèges, l'action à

entreprendre face à la hausse des prix, l'action politique du mouvement syndical. Ces questions, et toutes celles qui concernent les travailleurs, nous voulons les discuter ensemble, nous éclairer mutuellement, et agir de manière coordonnée à leur sujet.

(Texte adopté lors de la première assemblée du R.M.S.
le 17 mai 1974)

Non au sommet économique! Non au contrat social!

Pour l'indépendance complète de nos organisations
syndicales face au patronat et au gouvernement

Document du comité de coordination du RMS

Yves ARCHAMBAULT
Alliance des Professeurs de Montréal (CEQ)

Jacques BEAUDOIN
Syndicat du Transport (CTCUM) (CSN)
coordonnateur du RMS

Louis GILL
Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à
Montréal (SPUQ-CSN)

Suzanne THIBODEAU
Alliance des Professeurs de Montréal (CEQ)

Ce document a été présenté par Louis Gill à l'Assemblée Publique du RMS sur « Le sommet économique et le mouvement syndical », le 13 avril 1977. Étaient aussi invités à prendre la parole à cette assemblée:

Michel Chartrand,
président du Conseil Central de Montréal CSN

Pierre Louis Guertin,
président de la Fédération des enseignants de CEGEP-CEQ

Après deux ans de « contrat social »,
les travailleurs anglais disent: « ça suffit ! »

« Nous sommes pour l'indépendance complète des syndicats en face du gouvernement et du patronat et nous nous opposons et combattons toutes les tentatives directes et indirectes pour intégrer les syndicats dans les structures de « participation » économique ou politique du gouvernement ou des patrons.

Nous croyons que c'est seulement si elles sont indépendantes complètement que nos organisations pourront nous appartenir et nous permettre de lutter pour la satisfaction de toutes nos revendications ».

(Extrait de la « Déclaration de Principes » du RMS adoptée lors de la première assemblée du RMS le 17 mai 1974)

I - Le sommet économique: premier pas vers le « contrat social »

a) L'invitation du gouvernement Lévesque

[Retour à la table des matières](#)

Le 8 mars dernier, dans son discours inaugural à l'ouverture de la session parlementaire, le premier ministre du Québec, René Lévesque, proposait dans les termes suivants la tenue d'une conférence économique « au sommet », devant réunir des représentants du gouvernement, du patronat et du mouvement ouvrier.

« C'est précisément dans le but de mettre en lumière cette interdépendance du progrès de l'économie et de l'amélioration du sort des travailleurs que le gouvernement a décidé de convoquer, en mai prochain, une conférence des grands agents économiques.

Nous espérons voir le plus de lumière possible, et même un certain accord au moins sur les faits les plus têtus et les plus importants, résulter de cette conférence, où se retrouveront pour la première fois à une même tribune, un bon nombre des porte-parole les plus autorisés du monde syndical, des milieux patronaux, du mouvement coopératif et de l'État québécois. Est-il besoin d'ajouter que l'on compte y rencontrer

aussi des députés de tous les partis qui sont représentés dans cette Chambre ? Personne ne se fait l'illusion qu'il pourrait sortir de là la sorte de « concertation » qui mettrait tout le monde d'accord comme par enchantement. Notre société est le lieu de trop d'affrontements, de trop de disparités et aussi, hélas, de trop d'inégalités encore douloureuses pour qu'on puisse rêver en couleur, à pareille harmonie instantanée. *Mais il est tout de même permis de songer modestement à l'amorce d'une compréhension commune des problèmes et d'un dialogue de bonne foi, qui pourraient nous engager sur le chemin ardu de ce minimum de paix sociale dont on sent partout le besoin ».*

(Discours inaugural, deuxième session de la 31^e législature du Québec, 8 mars 1977)

Les intentions du gouvernement Lévesque sont claires. Le sommet économique, organisé par le gouvernement a pour but la paix sociale par le dialogue de bonne foi entre syndicats et patronat. Pour le gouvernement, il faut que les dirigeants des syndicats et du monde patronal aient une compréhension commune des problèmes. Le but avoué du sommet économique, c'est de poser les premiers jalons de la concertation, de la collaboration entre le patronat et les syndicats sous l'égide du gouvernement.

La réponse que donnera le mouvement syndical à cette invitation aura une signification majeure. S'il devait finalement accepter de participer à cette rencontre tripartite, même si ce n'était, comme le dit le premier ministre, qu'en vue d'en arriver à « un certain accord au moins sur les faits les plus têtus et les plus importants », il s'engagerait de facto dans une voie de concertation, de « compréhension commune des problèmes » qui l'amènerait inévitablement à accepter une forme quelconque de « *contrat social* » impliquant l'acceptation de restrictions volontaires aux revendications des travailleurs.

L'enjeu de ce « dialogue de bonne foi » entre personnes ayant des intérêts divergents (on le voit tous les jours dans les conflits de travail), c'est l'indépendance même des organisations de défense des intérêts des travailleurs, indépendance qui est la condition essentielle de leur survie. Il en va, en somme, de l'existence de nos organisations qui risquent ainsi de se voir intégrer dans les structures gouvernementales et patronales, cessant par le fait même de jouer leur rôle de défense des intérêts des travailleurs.

b) Le sommet économique: formule de dernier ressort

[Retour à la table des matières](#)

La formule du sommet économique à laquelle le gouvernement Lévesque à l'intention de recourir comme moyen d'assurer la cohésion sociale entre les « grands agents socio-économiques », *n'est pas une formule nouvelle. Elle n'a rien de « typiquement québécois »*. Il s'agit au contraire d'une formule que les gouvernements bourgeois à travers le monde tentent systématiquement d'utiliser, principalement dans des périodes de crise économique et politique

comme celle qui frappe l'ensemble des pays capitalistes depuis quelques années. Il s'agit d'une formule *de dernier ressort* après que tous les autres moyens aient été épuisés. La formule est simple. Devant l'incapacité croissante du régime du profit à assurer une satisfaction même partielle des revendications des travailleurs, face aussi à la forte combativité de la classe ouvrière qui rend de plus en plus difficile à la bourgeoisie le recours à des attaques frontales contre les travailleurs, il ne reste au patronat et aux gouvernements bourgeois qu'une méthode, celle qui consiste à tenter d'associer à leurs plans de récupération de l'économie, à leurs mesures de crise, ceux-là même qui sont les plus durement touchés par ces mesures. Pour s'en convaincre, il n'est pas inutile d'examiner quelques réflexions, parmi tant d'autres, de personnages haut-placés du gouvernement.

À l'occasion de la « Semaine économique québécoise » tenue à la mi-mars à l'École des HEC (école de formation du patronat), Bernard Landry, ministre d'État au développement économique, déclarait :

« L'entente entre les partenaires sociaux est nécessaire pour sortir l'économie québécoise de ses difficultés, par rapport aux exigences du marché mondial ... »

(article d'Alain Dubuc, La PRESSE, 15 mars 1977)

Au même colloque Guy Joron, ministre délégué à l'Énergie, soulignant qu'une réussite dans la prise en charge par les québécois de leur économie ne sera possible sans une certaine solidarité et un consensus minimal de la part des « partenaires sociaux », déclarait par ailleurs :

« Nous devons nous dégager de la compétition mesquine, de la course effrénée aux égoïsmes individuels et du chacun pour soi. Un moratoire s'impose. C'est de cela, entre autres, qu'il devrait être question au sommet économique ».

(article d'Alain Dubuc, La PRESSE, 15 mars 1977)

Dans le même sens, le ministre des Terres et Forêts, Yves Bérubé, dévoilant un projet de relance de l'industrie des pâtes et papier, dans lequel l'entreprise privée jouerait un rôle central et bénéficierait, en conséquence, de subventions gouvernementales généreuses, déclarait que son programme, « fort ambitieux », ne pourrait se réaliser *qu'à la condition d'obtenir la collaboration des syndicats qui oeuvrent dans ce secteur. Sur le plan des salaires*, entre autres, il faudrait « *que les travailleurs acceptent de se montrer plus raisonnables* », affirmait-il, tout en disant « *espérer beaucoup du sommet économique* que le gouvernement a convoqué pour le mois de mai prochain » (le DEVOIR, 5 avril '77, p. 6).

Pour arriver à ces nobles objectifs, il s'agit pour le gouvernement et le patronat, de se gagner la collaboration des directions syndicales, en obtenant d'elles qu'elles convainquent les travailleurs de la nécessité de limiter leurs revendications, de s'imposer volontairement des restrictions, des diminutions de leur niveau de vie. C'est la politique du « *contrat social* » *conclu* au nom d'un soit-disant intérêt commun des signataires du pacte. C'est la politique de la concertation indispensable au sauvetage d'un régime en crise chronique. Le résultat obtenu est double.

- 1) *les conditions de rentabilité nécessaire à la survie du régime du profit sont assurées.*
- 2) *elles le sont sans heurt, sans affrontement avec la classe ouvrière, sans imposition coercitive: elles le sont dans un contexte de paix sociale, de consentement mutuel.*

Tout cela, grâce aux restrictions « volontairement » acceptées par les porte-parole officiels du mouvement ouvrier.

c) Les dirigeants des centrales: pour la participation au sommet

[Retour à la table des matières](#)

Les intentions du gouvernement Lévesque quant au sommet économique sont claires et ne trompent personne. Les intentions des dirigeants syndicaux ne sont pas moins claires et ne trompent pas, non plus.

Les dirigeants des trois grandes centrales syndicales ont clairement pris position en faveur de la tenue du sommet et de la participation du mouvement syndical. Ils se sont employés avec toute l'énergie nécessaire à défendre cette position auprès de leurs membres et ont réussi au niveau de certaines instances à obtenir des votes d'appui majoritaires, quoique très divisés. Il en est ainsi du Conseil Général de la CEQ et du Bureau Confédéral de la CSN. Au niveau de la FTQ, le débat n'a encore eu lieu dans aucune des instances. Seule la haute direction s'est prononcée au nom de l'ensemble des membres de cette centrale. Elle s'est prononcée dès le départ et sans équivoque, en faveur de la participation de la FTQ.

Devant le fort mouvement d'opposition qui s'est exprimé, principalement au sein de la CSN et de la CEQ et pour s'assurer d'obtenir néanmoins le feu vert de leurs membres, les dirigeants de ces centrales ont été amenés à préciser ce qui, selon eux, devait être le sens de leur participation au sommet: il ne saurait être question d'y participer en vue d'une quelconque concertation; il ne saurait encore moins être

question d'une éventuelle limitation aux revendications syndicales; il s'agirait uniquement d'utiliser le sommet comme plate-forme pour exposer et défendre publiquement nos revendications; à la limite, la seule entente possible qui pourrait résulter de ce sommet serait une entente sur ces « faits les plus têtus et les plus importants » dont parlait le premier ministre dans son discours inaugural.

Or, qu'en est-il ?

d) La « crédibilité sur les marchés extérieurs »

[Retour à la table des matières](#)

Le Bureau National de la CEQ, entre autres, appuyait sa proposition de participation au sommet économique sur la nécessité d'intervenir publiquement auprès du gouvernement au moment où celui-ci « annonce une période de réformes sociales, dont plusieurs vont dans le sens de nos revendications ». Le Bureau National insistait sur « l'importance d'inciter le gouvernement à rendre plus explicite son préjugé favorable aux travailleurs » mais soulignait dans le même document que la convocation du sommet, « ce geste politique sans précédent au Québec », servira clairement

« à la consolidation du gouvernement à l'intérieur du Québec, ainsi qu'à sa crédibilité sur les marchés financiers extérieurs ».

(Document du BN pour le Conseil Général de la CEQ, 14 mars 1977)

Comment accroître la crédibilité du gouvernement sur les marchés extérieurs, autrement qu'en donnant aux financiers internationaux l'assurance de conditions rentables d'investissements, l'assurance d'une modération sur le plan des demandes des travailleurs, demandes salariales ou relatives à leurs conditions de travail en général ? Comment accroître cette crédibilité sans accepter d'effectuer des coupures dans les dépenses sociales qui sont toujours exigées des gouvernements emprunteurs et avec d'autant plus d'insistance en période de crise économique ? Comment accroître cette crédibilité sans amener les dirigeants du mouvement ouvrier, au même titre que les autres « agents économiques » ou « partenaires sociaux » à comprendre et par la suite à convaincre les travailleurs que chacun doit « se serrer la ceinture et mettre l'épaule à la roue » pour utiliser l'expression du premier ministre ?

Même si le mouvement syndical acceptait de participer au sommet économique dans le seul but d'en arriver à un accord, si minimum soit-il, sur les « faits », cette « amorce d'une *compréhension commune des problèmes* et d'un dialogue de bonne foi » nous conduirait, tôt ou tard à une *compréhension commune des remèdes* qui s'imposent pour « solutionner » ces problèmes une fois qu'ils sont compris de la même manière par les différents « agents économiques ». Si la convocation du sommet économique sert à consolider la crédibilité du gouvernement Lévesque aux yeux des financiers internationaux, c'est qu'ils savent mesurer, eux, l'importance du rôle qu'ont joué jusqu'ici et que joueront de plus en plus, dans les pays capitalistes à travers le monde, ces grands lieux de la concertation où les dirigeants du mouvement ouvrier sont amenés à élaborer avec le patronat et le gouvernement des programmes de restrictions « volontaires » des revendications des travailleurs.

Le simple fait pour les dirigeants des centrales syndicales de siéger au sommet économique du gouvernement Lévesque, rend crédible ce gouvernement aux yeux des financiers (pour reprendre les termes mêmes du BN de la CEQ), démontre aux financiers que le gouvernement Lévesque est capable d'amener les syndicats à la même table que les patrons, que ceux-ci peuvent « dialoguer » avec les patrons et comprendre leur logique, celle du régime du profit. Le sommet économique démontrerait que le gouvernement Lévesque est capable d'amener les dirigeants syndicaux à tenter de convaincre le mouvement ouvrier dans son ensemble qu'il doit être moins revendicatif, qu'il doit se serrer la ceinture.

e) Oui aux restrictions volontaires ?

[Retour à la table des matières](#)

L'édition du mois de février du journal Le MONDE OUVRIER, organe de la FTQ, montre de façon très nette quelles sont les intentions des dirigeants syndicaux quant à leur participation au sommet économique. Le MONDE OUVRIER posait aux syndiqués de cette centrale un certain nombre de questions « visant à susciter une réflexion » sur les positions à prendre face au gouvernement Lévesque. Deux de ces questions méritent d'être soulignées:

- 1) « Les militants croient-ils possible que leur centrale s'engage par exemple à réduire certaines revendications pour « donner sa chance au PQ » ? »
- 2) « Peut-on aller jusqu'à prendre l'engagement de restrictions volontaires au niveau des revendications salariales ? Si oui, à quelles conditions ? » »

Ces questions, la direction de la FTQ les « soumettait » à la discussion des membres, notamment à l'occasion de congrès régionaux organisés dans les divers « Conseils du Travail », en guise de préparation, notamment, du sommet économique. En fait le président de la centrale, Louis Laberge, avait déjà répondu à ces questions en décembre dernier, quelques semaines après l'élection du gouvernement Lévesque. Il s'était alors déclaré ouvert aux restrictions.

À la CSN, quelques jours après l'élection du 15 novembre, de nombreux dirigeants syndicaux de cette centrale, entrevoyant la perspective d'un changement d'attitude radical du mouvement syndical suite à l'arrivée du PQ au pouvoir, livraient à un journaliste les propos suivants:

« Le mouvement syndical pourrait devenir autre chose qu'une machine à revendications si le projet collectif mis de l'avant par le PQ donnait lieu prochainement à des réalisations concrètes »...

« ... je ne vois pas pourquoi les gars de la construction n'accepteraient pas des compromis dans le mode de travail si cela leur permettait en outre de chômer moins longtemps ».

« Je pense que les syndiqués seraient d'accord pour accepter des fusions de postes (dans le domaine de la santé) qui auraient été impensables sous l'ancien gouvernement »...

(Le DEVOIR, 19 novembre 1976, p. 7)

Même si ces dirigeants devaient préciser que leurs opinions n'engageaient pas les structures syndicales de façon officielle, leurs opinions en disaient long sur les politiques qu'eux-mêmes étaient disposés à défendre à l'intérieur du mouvement.

Les enjeux sont clairs. Les intentions du gouvernement ne trompent personne et les dispositions des dirigeants du mouvement syndical non plus.

En Angleterre, en Allemagne de l'Ouest, en Hollande, au Danemark, dans tous les pays où la concertation -gouvernement, patronat, syndicats - a « fait ses preuves », les travailleurs se mobilisent pour reconquérir leurs organisations.

II - La formule a déjà fait ses preuves

a) Angleterre, Allemagne de l'Ouest, Italie

[Retour à la table des matières](#)

La formule du sommet économique ouvrant la porte à la concertation et au contrat social, a déjà fait ses preuves. Dans de nombreux pays la bourgeoisie a tenté d'obtenir, et a obtenu la collaboration de dirigeants syndicaux pour faire accepter par la classe ouvrière ses plans anti-ouvriers de sauvetage du système du profit. Dans plusieurs pays, des dirigeants de syndicats et aussi de partis ouvriers collaborent avec les patrons pour stopper, limiter, dénaturer la combativité et les revendications des travailleurs.

En *Grande-Bretagne*, c'est le fameux « contrat social » qui a vu le jour sous le gouvernement Wilson. Avec l'assentiment de la grande centrale syndicale du pays, le Trades Union Congress (TUC), les augmentations de salaires ont été limitées à 4 1/2% pour 1976.

En *Allemagne de l'Ouest*, pays où la collaboration de classe a été institutionnalisée à tous les niveaux, un « consensus social tacite » reposant sur la participation active des organisations syndicales, a limité « volontairement » les augmentations salariales à 5 1/2% pour 1976.

Fait important à souligner, en Angleterre comme en Allemagne de l'Ouest, les partis qui étaient au pouvoir au moment où les « contrats sociaux », quelle que soit leur forme, ont été conclus, étaient, contrairement au Parti Québécois, des partis ouvriers. *Partis ouvriers rattachés à la social-démocratie internationale*; partis qui ont, historiquement, été construits par le mouvement ouvrier, mais dont la politique des dirigeants est résolument une politique de soutien du régime du profit, une politique manifeste de collaboration de classe. En conséquence, en Angleterre comme en Allemagne de l'Ouest, et bien entendu, dans les autres pays où les partis social-démocrates jouent un rôle important, ce ne sont pas seulement ni principalement les directions syndicales, mais bien les directions des partis ouvriers social-démocrates, qui, main dans la main avec le patronat, ont forgé des formules d'aménagement et de sauvetage du régime du profit, fondées sur l'acceptation au nom du mouvement ouvrier de restrictions « volontaires » nécessaires à la rentabilisation capitaliste.

Dans d'autres pays, ce ne sont pas les partis de la social-démocratie, mais d'autres organisations politiques de la classe ouvrière, *les partis communistes*,

qui sont les grands artisans de la collaboration de classe et par le fait même, à l'avant-garde de la défense des intérêts capitalistes, contre ceux de la classe ouvrière. L'exemple, sans aucune hésitation, le plus percutant, est l'exemple actuel de *l'Italie*, où le

Parti Communiste Italien, soutenant de toutes ses forces le parti décomposé de la Démocratie Chrétienne, permet à celui-ci de mener son offensive en règle contre les acquis de la classe ouvrière. C'est à ce niveau, en Italie, que s'est conclu le « contrat social ». Avec 40% du vote aux dernières élections, le Parti Communiste peut, à n'importe quel moment, jeter par terre le gouvernement Andreotti (chef de la Démocratie chrétienne). Et il aurait toutes les raisons de le faire. En effet, pour se plier aux exigences du Fond Monétaires International qui lui a accordé un prêt de \$500 millions (somme mineure face au déficit budgétaire prévu de 11 milliards pour 1977 et une dette extérieure totale qui atteindra les 19 milliards à la fin de '77), l'Italie est explicitement tenue de couper dans ses dépenses de main-d'œuvre. Le gouvernement Andreotti a déjà diminué de sept le nombre de congés payés par année. Il a diminué considérablement les dispositions d'indexation des salaires au coût de la vie (l'échelle mobile); mentionnons en passant que le taux d'inflation en Italie est l'un des plus élevés du monde, à près de 20% par année.

Le gouvernement minoritaire du parti réactionnaire de la Démocratie Chrétienne n'a pu adopter ces mesures anti-ouvrières que grâce à l'appui du Parti Communiste Italien.

De telles situations démontrent brutalement que la seule existence de partis ouvriers ne signifie pas que ces partis engageront automatiquement le combat pour la défense inconditionnelle des intérêts des travailleurs. Rien n'est jamais acquis une fois pour toutes. Cela ne signifie pas, par contre, que les travailleurs doivent tourner le dos à leurs partis. Au contraire le combat contre la collaboration de classe, pour la rupture avec la bourgeoisie, pour l'indépendance complète des organisations ouvrières, est à l'ordre du jour et doit être livré par les travailleurs à l'intérieur même de ces organisations, qu'il s'agisse de leurs organisations politiques, lorsqu'ils en possèdent, c'est-à-dire les partis ouvriers, ou de leurs organisations syndicales.

b) L'opposition des travailleurs au contrat social

[Retour à la table des matières](#)

C'est le combat qu'ont résolument engagé, au début de '76, les travailleurs anglais contre le « contrat social » et la perspective de son renouvellement imminent pour une troisième année consécutive. Dans la suite d'une vague de débrayages contre les limitations aux hausses de salaires, un mouvement unifié d'opposition à la signature d'un troisième contrat social a commencé à prendre forme à l'approche des rencontres au sommet prévues pour la fin d'avril '77 entre le TUC et le gouvernement. Ce mouvement a été lancé à

l'occasion d'une conférence convoquée le 3 avril dernier dans la ville de Birmingham à l'initiative du comité des délégués d'atelier (Shop Stewards) de la British Leyland. Cette conférence, réunissant 1700 délégués d'ateliers provenant de toutes les régions de l'Angleterre et de tous les secteurs de l'industrie (automobile, mines, chemins de fer, ports, construction...), devait décider à la quasi-unanimité de recourir à divers moyens de pression pour faire échec à la conclusion d'un prochain « contrat social ». Le premier de ces moyens d'action: l'organisation d'une journée de débrayages et de marche sur le Parlement pour le 20 avril. Ce mouvement est significatif du rejet massif par les travailleurs anglais des limitations « volontaires » de leurs salaires conclues au sommet par leurs dirigeants du TUC.

Après de nombreuses années d'intégration des travailleurs de plusieurs pays d'Europe dans divers régimes de collaboration, ou de contrat social, une remise en question de ces régimes se fait aussi de plus en plus sentir dans ces pays.

Frappées par la crise économique mondiale, même les économies fortes comme celle de *l'Allemagne de l'Ouest* connaissent maintenant un chômage accru, qui atteignait 5.5% en janvier 1977 (1,250,000 chômeurs). Face à cette situation de plus en plus catastrophique, *permise par la formule de la concertation*, face aussi à la politique de contrat social qui limite les hausses salariales, face à la collaboration des dirigeants syndicaux qui administrent ces politiques au niveau des entreprises conjointement avec le patronat, un regain de militantisme anime depuis quelque temps les travailleurs allemands qui ont amorcé une reprise en main de leurs organisations pour la défense de leurs revendications et ont déjà déclenché de nombreuses grèves « d'avertissement ».

Dans le même sens, en *Hollande*, un mouvement de grève d'une ampleur jamais vue depuis 30 ans, a été déclenché récemment (février-mars '77) pour défendre les droits acquis des travailleurs, particulièrement au chapitre de l'indexation des salaires.

La *Belgique* et le *Danemark* ont aussi connu de vastes mouvements de débrayage au début de '77. En Belgique, par exemple, une grève générale s'est étendue à toute la Flandre orientale et au Luxembourg belge; des grèves sauvages ont été déclenchées à travers le pays, elles ont entraîné la dissolution du parlement.

Ces mouvements qui se sont développés récemment dans les pays où diverses formes de collaboration au sommet existent, sont significatifs du verdict de rejet rendu par les travailleurs face à ces expériences auxquelles ils n'ont rien à gagner.

c) Perspectives de contrat social au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Au *Canada*, le formule du « contrat social », inspirée de l'expérience britannique, a été proposée en mai 1975 par le ministre des Finances, *John Turner*. Celui-ci proposait « un projet d'accord volontaire entre les agents de l'économie, sur l'évolution des prix et des salaires ». Ce projet ne devait pas être retenu par le gouvernement Trudeau qui optait, quelques mois plus tard, en octobre, pour une « loi anti-inflation », la loi C-73, loi contre laquelle le mouvement ouvrier canadien allait se mobiliser dans un mouvement d'opposition qui culminait dans le déclenchement de la première grève générale des travailleurs canadiens le 14 octobre 1976.

Aujourd'hui, le premier ministre Trudeau déclare que « l'étape » des contrôles tire à sa fin. Constatant que les contrôles ne suffisent pas à assurer les marges de profits souhaitées par l'entreprise privée qui en demande davantage, et face à l'opposition générale du mouvement ouvrier à la loi C-73, la bourgeoisie doit maintenant se rabattre sur une autre formule, celle des contrôles « volontaires », celle de la concertation, du contrat social. Et la direction du mouvement ouvrier canadien a déjà annoncé qu'elle est prête à participer. En effet, en même temps qu'elle était forcée par la pression de ses membres à organiser la grève générale du 14 octobre, la direction du Congrès du Travail du Canada (CTC), proposait à son congrès de mai '76, « sa » réponse à la loi C-73, son projet social, dans un Manifeste intitulé « *Manifeste du monde du travail pour le Canada* ». Ce projet, selon l'expression même de la direction du CTC, en est un de « corporatisme » social. Il réclame l'institutionnalisation de la concertation entre les « partenaires sociaux » que sont les syndicats, le patronat et le gouvernement, « la participation dans le pouvoir de faire des décisions à caractère économique et social ».

Par la suite, les événements n'ont pas tardé à nous donner une idée assez précise de ce que pourrait être le résultat de ce type de discussions entre « partenaires » sociaux. À la fin de mars '77, la direction du CTC, rencontrait à huis-clos à Ottawa des représentants du patronat et du gouvernement et on annonçait à la suite de ce mini-sommet que le mouvement syndical serait disposé à accepter des restrictions « volontaires » à ses demandes de hausses salariales.

À l'annonce de cette nouvelle, les dirigeants des trois grandes centrales au Québec ont rapidement réagi. Ils se sont dissociés d'un tel engagement « volontaire » à réduire les revendications des travailleurs, engagement pris auprès du patronat et du gouvernement. Ils avaient déjà d'ailleurs dénoncé sans équivoque, le projet de « corporatisme » social, de concertation tripartite, proposé par le CTC dans son Manifeste. Ils l'avaient fait à l'occasion de la préparation de la grève générale du 14 octobre, soulignant clairement qu'il ne pouvait être question de concertation des travailleurs avec le patronat et le gouvernement dans la gestion de l'économie capitaliste.

La présentation au gouvernement du mémoire commun
CEQ-CSN, le 28 février 1977

Marcel Pepin conseiller à l'exécutif de la CSN, Francine Lalonde, première vice-présidente de la CSN, Yvon Charbonneau, président de la CEG et Réal Guilbert, vice-président de la CEQ.

III - Le mémoire commun CSN-CEQ: Un premier cas de « restrictions volontaires »

a) Ni tripartisme, ni bipartisme

[Retour à la table des matières](#)

Bon nombre de syndiqués, s'opposant au sommet économique, à la participation à ce dialogue à trois (patronat, syndicats, gouvernement), sont néanmoins favorables au bipartisme, à la concertation à deux (gouvernements-syndicats). Les arguments utilisés sont ici les mêmes: il ne s'agit ni de concertation, ni de contrat social. Il ne s'agit pas de lier les mains du mouvement syndical. Ce dont il s'agit uniquement, c'est de rencontrer le gouvernement pour lui porter nos revendications et les défendre. Or, le bipartisme comporte les mêmes dangers que le tripartisme. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les revendications contenues dans le *Mémoire commun de revendications CSN-CEQ*, soumis au gouvernement le 28 février dernier, dont le contenu, sur la plupart des points, est nettement en-deça des revendications formulées depuis des années dans le mouvement syndical.

b) Analyse du « Mémoire commun »

[Retour à la table des matières](#)

En avril 1976, le RMS publiait son Cahier n° 2, intitulé « *Cahier de Revendications des travailleurs organisés [CSN-FTQ-CEQ] - contribution du RMS à l'élaboration d'un projet de programme ouvrier* ». Ce Cahier reprenait les revendications élaborées dans le mouvement par les instances décisionnelles des trois centrales, comme synthèse des batailles livrées par les travailleurs pour défendre leurs revendications, et apparaissant dans les documents officiels des centrales dont la liste, une cinquantaine de titres, était donnée en Annexe. Nous allons maintenant, à partir de ce document, montrer que les revendications contenues dans le « Mémoire commun » sont nettement en deçà des revendications formulées depuis des années dans le mouvement.

1 -Droit au travail

[Retour à la table des matières](#)

Au chapitre du droit au travail, le « Mémoire commun CSN-CEQ » est muet. Alors que le célèbre « Manifeste des grévistes (CSN-FTQ) », du 27 août 1973, centrait toutes ses revendications sur « la reconnaissance du droit universel au travail comme droit qui prime sur les intérêts du capital et de la propriété privée » pour exiger du gouvernement la mise en oeuvre d'une politique d'emploi permettant de réaliser ce principe et d'assurer la sécurité d'emploi, le « Manifeste commun » n'aborde pas cette question. Il ne formule aucune revendication au chapitre de l'emploi à un gouvernement qui, quelques semaines plus tard, vient d'annoncer, sans avoir l'air d'en être trop perturbé, la création de 9000 emplois *temporaires* au Québec, alors que la province compte 300,000 chômeurs. Le « Mémoire commun » ne formule qu'une revendication (revendication n° 18) relative à la sécurité d'emploi. Il s'agit d'une demande d'indemnisation d'un an de salaire aux travailleurs touchés par des fermetures d'entreprises. Or cette revendication est en deçà de celle qu'a formulée le mouvement syndical. Dans les cas de diminution des activités, de fermetures d'usines, d'entreprises, d'écoles, d'hôpitaux, la revendication *adressée au gouvernement* est qu'il

assure lui-même la responsabilité de la réouverture, ou qu'il assure la réaffectation des travailleurs mis à pied à un autre emploi sans perte de salaire, ou qu'il devienne l'employeur de dernière instance
(voir Cahier du RMS n° 2, p. 26)

Ces demandes sont dirigées contre les mises à pied. En les formulant, le mouvement syndical, jusqu'à maintenant, a revendiqué plus qu'une simple indemnisation en cas de mise à pied. Il a en effet combattu pour le droit au travail, pour la pleine sécurité d'emploi et contre les mises à pied, même si celles-ci devaient être assorties d'un dédommagement temporaire. Une simple indemnisation *temporaire* ne remplace pas la perte *définitive* d'un emploi et revendiquer cette indemnisation sans revendiquer, en plus, des moyens d'assurer la pleine sécurité d'emploi, conduit ni plus ni moins à accepter que le régime rejette parmi les sans-emploi des masses croissantes de travailleurs.

2- Droit à la syndicalisation et à la liberté syndicale

[Retour à la table des matières](#)

Le « Mémoire commun » réclame un certain nombre de mesures visant à favoriser la syndicalisation: raccourcissement des délais d'accréditation, interdiction de congédier des employés en période d'organisation syndicale, formule Rand. Ces revendications sont celles du mouvement et on constate par ailleurs qu'elles sont dans le programme du PQ. Par ailleurs, le « Mémoire

commun » réclame « les modifications au Code du Travail contenues dans le projet de loi 24 qui font déjà le consensus des organisations syndicales ».

On se rappellera que le projet de loi 24, contre lequel la CSN et la CEQ ont engagé un combat sans merci en mai 1975, est un projet violemment anti-syndical d'amendements au Code du Travail confectionné par le gouvernement Bourassa à la suite de l'échec du Bill 89. Ce projet de loi reprenait, on s'en souvient, les principales recommandations du rapport de la Commission Cliche dans l'industrie de la construction, en vue de les généraliser à l'ensemble des syndicats. Ces recommandations conduisaient à la pénétration du gouvernement dans les syndicats, à sa main-mise sur eux: contrôle des statuts et règlements, exclusion des personnes ayant un dossier judiciaire, contrôle des états financiers et des votes de grève, incorporation forcée des syndicats, etc.. À la suite de la publication du rapport Cliche, le 7 mai 1975, le président de la CSN, Marcel Pepin, déclarait au nom du bureau confédéral de la CSN:

« les recommandations de la Commission Cliche dans leur ensemble conduisent à faire du syndicalisme un *instrument de l'État* plutôt qu'un instrument des travailleurs. Elle vise à faire des syndicats des agents de l'ordre établi, en plaçant leurs activités sous le contrôle de l'État en échange d'une garantie de financement »

La CSN convoquait, le 18 mai 1975, des États Généraux qui devaient confirmer cette position. Le congrès du CCSNM adoptait la même position.

L'ensemble des propositions reprises dans le Bill 24 ont été dénoncées par le mouvement syndical dans divers documents et résolutions dont, pour la CSN, le document « *Organisons la résistance* » (contre le Bill 24, juin 1975), pour la CEQ, un numéro spécial de « *Ligne Directe* » sur le Bill 24 (juin 1975) et la FTQ, « *Positions face aux résultats de la Commission Cliche* ». Les positions du mouvement sont synthétisées dans la revendication suivante, tirée du Cahier n° 2 du RMS:

« Nous revendiquons:

La pleine reconnaissance du principe de la liberté syndicale, de la possibilité pour les travailleurs de vivre le syndicalisme à l'intérieur des cadres que le mouvement désire se donner en toute autonomie face au patronat et au gouvernement. Cela signifie:

- a) Non aux tutelles gouvernementales;
- b) Non aux ingérences de l'État dans les syndicats (contrôle des finances, des votes de grève, des élections, des statuts et règlements, du choix des officiers syndicaux, etc.).

(Cahier du RMS n° 2, pp. 28-29)

Comment, deux ans après que le mouvement syndical ait engagé un tel combat contre le Bill 24, le « Manifeste commun » peut-il se limiter à revendiquer l'inclusion dans le Code du Travail des modifications prévues dans le projet de loi 24 qui font déjà le consensus des organisations syndicales ?

Face au gouvernement du PQ qui, lorsqu'il était dans l'opposition, se disait d'accord avec l'essentiel du rapport Cliché, avec l'incorporation forcée des syndicats, l'imposition du vote au scrutin secret, le contrôle des états financiers des syndicats et la ratification des statuts et règlements par le gouvernement, qui ne s'est pas opposé catégoriquement à la tutelle gouvernementale des syndicats de la construction, les centrales syndicales ne peuvent pas se permettre de demeurer silencieuses. Elles doivent réitérer fermement les demandes syndicales formulées en 1975 dans le cadre du combat mené alors contre le Bill 24.

3- Droit à la négociation

Une des revendications générales du mouvement ouvrier est:

« La pleine reconnaissance du droit de négociation pour tout syndicat et la mise en place de mécanismes rendant ce droit effectif. Dans le secteur public, la mise en place de mécanismes permettant une négociation centrale conforme aux exigences des trois centrales FTQ-CSN-CEQ »

(Cahier du RMS n° 2, pp. 28-29)

Aux dernières négociations dans le secteur public, le gouvernement Bourassa, avec l'accord du PQ, a voté la loi 95 régissant les négociations dans le secteur public. Cette loi divisait la négociation en deux paliers: les négociations centrales et les négociations locales. Elle visait du même coup à diviser les forces syndicales. C'est en vertu de cette loi, entre autres, que les enseignants de Jérôme LeRoyer ont été forcés de mener seuls une grève de plusieurs semaines pour obtenir des conditions de travail qui n'ont rien de particulier par rapport à celles que devraient avoir tous les enseignants de ce même niveau. Le mouvement syndical s'est opposé fermement à la loi 95 que le PQ a cautionnée. Aux prochaines négociations dans le secteur public, en 1979, c'est-à-dire dans à peine deux ans, ces négociations se dérouleront avec le gouvernement péquiste. Comment se fait-il que la CSN et la CEQ qui regroupent la très vaste majorité des syndiqués des secteurs public et parapublic ne formulent aucune revendication quant au déroulement des futures négociations dans ces secteurs ? Leur mutisme sur cette question ne serait-il pas lié par hasard à la position que le PQ a défendue lors de l'adoption de la loi 95 ? Cette attitude des dirigeants de la CSN et de la CEQ ne présage-t-elle pas d'une volonté de conciliation face au gouvernement au pouvoir ?

4- Le droit de grève

[Retour à la table des matières](#)

La revendication du mouvement par rapport au droit de grève a été exprimée dans de nombreuses occasions. On la retrouve dans les rapports moraux des présidents des centrales, dans le « Manifeste des grévistes (CSN-FTQ) », dans divers mémoires présentés au gouvernement. Elle s'exprime comme suit:

«Nous revendiquons:

La pleine reconnaissance du droit de grève pour tous les travailleurs et en tout temps comme droit inaliénable et qui ne peut être négocié. En ce sens, reconnaissance immédiate de ce droit en cas de:

a) danger pour la sécurité physique, la santé ou l'hygiène des travailleurs;

b) mécontentement sur les cadences, les charges de travail ou les changements technologiques;

c) grief collectif ».

(Cahier du RMS n° 2, p. 29)

Que dit le « Mémoire commun » sur la revendication du droit de grève ? ABSOLUMENT *RIEN*. Aussi scandaleuse que cette « omission » puisse être, elle est parfaitement compréhensible, lorsqu'on se souvient des positions du PQ qui a voté avec le gouvernement pour casser des grèves (loi 73 contre les employés de l'Hydro-Québec en 1972, *loi 19* à laquelle le PQ a donné sa caution en 1972, *loi* qui a entraîné l'emprisonnement des dirigeants des trois centrales), ou pour limiter le droit de grève (*loi 253* sur les services essentiels, dans la négociation du Front Commun). On ne saurait non plus en être étonné lorsqu'on connaît les idées de la direction du PQ, René Lévesque en tête, sur le droit de grève, entre autres, dans le secteur public et lorsqu'on connaît, par ailleurs, le « préjugé favorable » des dirigeants de nos centrales à l'endroit du PQ. L'absence de quelques revendications relative au droit de grève dans le « Mémoire commun » est absolument injustifiable.

5- Loi anti-scab - utilisation de fiers-à-bras - Lois spéciales et injonctions

[Retour à la table des matières](#)

Le « Mémoire commun » réclame l'adoption d'une loi anti-scab, interdisant l'utilisation de scabs et provoquant l'arrêt de la production pendant une grève et la réintégration de tous les grévistes au terme du conflit de travail. Il revendique un terme à l'utilisation de fiers-à-bras et de forces policières à l'occasion de conflits de travail. Cependant, le « Mémoire commun » ne dit pas un mot sur les *injonctions* et les *lois spéciales* contre lesquelles le mouvement syndical dans son ensemble s'est toujours élevé et auxquelles il a revendiqué maintes fois un terme. On vient tout juste de rappeler le passé du PQ en matière de lois spéciales contre les grévistes. En ce qui concerne les injonctions, le PQ a récemment décidé de reconduire la demande d'appel du jugement Deschênes qui avait acquitté, en 1974, les 130 grévistes de la CTCUM accusés d'outrage au tribunal pour avoir violé une injonction émise contre eux. A l'époque, le libéral Jérôme Choquette pour le Ministère de la Justice, conjointement avec la CTCUM, en avait appelé du jugement Deschênes. Le 15 février dernier, le Ministère de la Justice, maintenant dirigé par le péquiste Marc-André Bédard, de concert avec les patrons de la

CTCUM, présentait un plaidoyer pour faire casser le jugement Deschênes. Quelle est la position du PQ face aux injonctions ? La réponse s'impose d'elle-même. Dans un Pareil contexte, quelle revendication relative aux lois spéciales et aux injonctions nos dirigeants syndicaux peuvent-ils présenter au gouvernement, eux qui ont décidé, comme le dit si bien Louis Laberge, de « donner une chance au PQ » ? Dans « *une perspective de faisable* » pour parler comme Francine Lalonde, première vice-présidente de la CSN, mieux vaut, comme dans le « Mémoire commun », ne présenter aucune revendication.

6- Santé et sécurité au travail

À ce chapitre, le mouvement syndical revendique le droit pour un employé de refuser de travailler pour des raisons de sécurité et d'hygiène, le droit de grève pour faire assurer la sécurité, l'adoption d'un code unifié de sécurité-santé, la reconnaissance du droit du syndicat d'effectuer ses prélèvements et vérifications des conditions de salubrité, une pleine compensation (100% du salaire et des avantages sociaux) aux frais de l'entreprise pour les accidents de travail et l'élimination du salaire au rendement, contre lequel tant de batailles syndicales importantes ont été menées depuis quelques années.

Que réclame le « Mémoire commun » sur toutes ces questions exprimant les besoins urgents des travailleurs ? Une seule revendication (n° 16): l'extension des principes de la loi 52 (traitant des travailleurs victimes d'amiantose) à tous les travailleurs atteints d'une incapacité permanente par suite d'une maladie résultant de leur emploi.

7- Salaires

[Retour à la table des matières](#)

Le « Mémoire commun » revendique le retrait de la loi C-73, l'établissement du salaire minimum à \$4.44 au 1er novembre 1976 avec indexation trimestrielle intégrée au salaire, l'établissement d'un revenu minimum garanti et le relèvement des barèmes d'aide sociale avec indexation trimestrielle comme pour le salaire minimum. *Il ne revendique pas, cependant, l'indexation trimestrielle avec intégration dans l'échelle, pour tous les salaires par voie de législation.* Pourtant, c'était une demande des trois centrales adressées au gouvernement Trudeau en novembre 1975 (document intitulé « Mesures de justice »), suite à l'adoption de la loi C-73. C'est aussi une demande qui ressort de tous les combats menés depuis 1974 pour l'indexation pleine et entière face à la hausse du coût de la vie dont celle menée par le Front Commun des Meuniers de Montréal au moment où le « Mémoire commun » a été déposé. Il ne formule aucune revendication non plus face au temps supplémentaire obligatoire auquel sont astreints de nombreux travailleurs et contre lequel de nombreuses luttes ont été menées ces dernières années.

8- Affaires sociales

Les centrales syndicales n'ont cessé d'adresser aux gouvernements des demandes en matière de santé. Ces demandes consistent en un système d'assurance-maladie universel, public et complet, financé à même un impôt progressif et non régressif. En ce sens, elles réclament maintenant l'élargissement des services aux soins dentaires, prothèses, lunettes, etc.. Elles réclament l'étatisation de la production, du contrôle et de la distribution des médicaments et la mise sur pied d'un régime d'État pour contrôler le prix des médicaments.

Bien qu'il revendique l'arrêt des coupures de postes dans les Affaires Sociales, le rétablissement du niveau de personnel qui prévalait avant les coupures Forget, l'instauration d'un régime complet d'assurance-médicaments et la gratuité immédiate des médicaments pour les malades chroniques, le « Mémoire commun » reste bien en deçà des revendications formulées depuis longtemps dans le domaine de la santé. Or, on sait que dans ses prévisions budgétaires pour 1977-78, la santé est l'un des deux secteurs (avec l'éducation) où le gouvernement a décidé d'effectuer les plus importantes « coupures » et en bloquer littéralement l'expansion. Le budget prévoit une augmentation des dépenses de seulement 7% dans les Affaires Sociales, pourcentage qui sera vraisemblablement en deçà du taux d'inflation. Ce qui signifiera une baisse en termes réels.

9- Éducation

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement syndical réclame depuis longtemps un enseignement gratuit à tous *les niveaux* et accessible à tous sans discrimination, un système d'éducation *unique et public*, ce qui implique l'arrêt de toute subvention à l'enseignement privé. Le « Mémoire commun » ne reprend pas la revendication de la gratuité à tous les niveaux, ni l'arrêt des subventions à l'école privée. On connaît à ce sujet les positions favorables du PQ à l'égard de l'enseignement privé. Le « Mémoire commun » ne se prononce pas non plus en faveur de la laïcité et cela aussi est conforme aux politiques du gouvernement Lévesque qui dans ses prévisions de dépenses pour 1977-78, a prévu une somme de \$1.4 millions, dans le cadre de son « programme de *priorités* gouvernementales » pour le développement de *l'enseignement religieux*.

10- Droits des femmes

Les centrales syndicales revendiquent la pleine reconnaissance de l'égalité de la femme et de l'homme, l'élimination de toute discrimination légale, la mise en application du principe « à travail égal, salaire égal », la pleine sécurité d'emploi en cas de maternité, une protection maximale pendant la

grossesse, des congés de maternité payés au plein salaire, le droit à l'avortement libre et gratuit, le droit au divorce et un réseau public complet de garderies financé par l'État.

Le « Mémoire commun » reprend les revendications concernant les congés de maternité, les garderies et l'avortement mais demeure silencieux sur les autres revendications. En ce qui concerne l'avortement, il faut toutefois souligner qu'il ne reprend pas comme telle la revendication adoptée au dernier congrès de la CSN quant à *l'avortement libre et gratuit*. Contrairement à la revendication claire et nette du dernier congrès de la CSN, le « Mémoire commun » adopte à ce sujet un style plutôt dilué qui laisse la porte ouverte à plusieurs interprétations différentes, voire contradictoires.

11- Politique à l'égard de l'entreprise privée et politique fiscale

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement syndical, a réclamé l'élimination de l'entreprise privée de l'exploitation des ressources naturelles, de l'assurance, des compagnies de finance, des services publics (par exemple Bell Canada) de même que l'interruption de toute subvention à l'entreprise privée et une plus forte taxation des profits.

Le « Mémoire commun » reprend les revendications concernant les compagnies de finances et l'assurance-automobile. Il ne reprend pas les revendications portant sur la taxation des profits ou les subventions à l'entreprise privée. Ces revendications heurtent de front la politique du PQ de soutien à l'entreprise privée, et plus particulièrement la petite et la moyenne entreprise. Un fait *majeur* mérite d'être souligné. Le « Mémoire commun » ne reprend pas la revendication de la *nationalisation des mines d'amiante*.

En ce qui concerne la politique fiscale, le « Mémoire commun » ne fait aucune allusion à la demande d'un impôt plus fortement progressif, ni à l'abolition de la taxe de vente, deux revendications importantes du mouvement syndical. Il s'arrête à la revendication de l'indexation de l'impôt.

D'autres « omissions », trop nombreuses, mériteraient d'être mentionnées, relativement par exemple au transport en commun dans les villes (aucune revendication n'est formulée à cet effet), au soutien financier des politiques de prestige comme les Jeux Olympiques, etc. ... mais l'inventaire est déjà suffisamment convaincant pour qu'on interrompe ici cette analyse.

c) Dans une « perspective de faisable »

[Retour à la table des matières](#)

Mais, retorquera-t-on, il faut comprendre que le « *Mémoire commun* » ne se veut pas une liste exhaustive de nos revendications. « Il s'agit là uniquement de nos demandes les plus prioritaires, les plus urgentes ». « Le « *Mémoire commun* » n'est qu'un cahier de demandes minimales ». « Nous ne cesserons pas pour autant de soutenir nos autres revendications ». « Comprenez-nous, on ne peut pas tout demander en même temps », etc.. Mais quand allons-nous donc revendiquer que le gouvernement mette un terme aux lois spéciales et aux injonctions ? Quand allons-nous lui demander de se désister de son appel du jugement Deschênes ? Quand cette revendication, comme tant d'autres, deviendra-t-elle urgente ou prioritaire ? Après que les travailleurs concernés auront été condamnés ? Quand deviendra-t-il urgent ou prioritaire d'indexer tous les salaires, trimestriellement et par voie de législation ? etc.. La vérité, c'est que le « *Mémoire commun* » réunit un choix de certaines de nos demandes et que ce choix a été, comme le disait Francine Lalonde, effectué « dans une perspective de faisable ». Faisable pour qui ? Pour le gouvernement bien entendu. Mais pour décider de ce qui est faisable pour le gouvernement, il suffit en somme de se mettre dans sa peau, de raisonner comme lui, en fonction de ses objectifs sociaux, de ses priorités, de ses contraintes. On est ainsi naturellement amené à limiter nous mêmes nos revendications relatives au droit Île grève, à ne plus demander un terme aux lois spéciales et aux injonctions, à cesser de revendiquer l'indexation de tous les salaires par voie de législation, à ne pas demander, du moins pour l'instant, dira-t-on, une pleine compensation pour les accidents de travail ou l'élimination du salaire au rendement, ou l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes, à accepter, plus ou moins tacitement, que le gouvernement continue anti-démocratiquement à financer les écoles et collèges privés, qu'il continue à subventionner l'entreprise privée alors qu'il limite ses dépenses sociales, etc... autant d'objectifs qui, tout *essentiels* qu'ils soient *pour les travailleurs*, ne sont pas « faisables » *pour le gouvernement*. La détermination d'un choix des revendications syndicales sur la base de ce qui est « faisable » pour le gouvernement nous amène par le fait même *sur le terrain de la concertation*. En se mettant dans sa peau pour évaluer ce qui est « faisable », on arrive à s'entendre avec lui pour cesser d'exiger, en apparence pour l'immédiat, mais d'une manière réaliste, définitivement, la satisfaction de certaines revendications. L'opération préparation du « *Mémoire commun* » par la CSN et la CEQ est *un premier pas concret vers le sommet économique, un premier pas vers la concertation, vers le « consensus minimal de la part des partenaires sociaux », vers la limitation « volontaire » des revendications des travailleurs*. À la FTQ, l'opération a été lancée sous la forme de questions adressées aux syndiqués en vue de susciter la réflexion (voir plus haut). À la CSN et à la CEQ, une première ébauche de travail de réduction a été accomplie dans le « *Mémoire commun* ».

IV - La concertation au niveau de l'entreprise

[Retour à la table des matières](#)

La proposition du sommet économique tripartite est la première mesure d'importance générale pour l'ensemble du mouvement ouvrier mise de l'avant par le gouvernement Lévesque après son arrivée au pouvoir. Même si ce projet n'était pas présent comme tel dans le programme du PQ, la philosophie sous-jacente, celle de la « participation » et de la concertation y était. On se souviendra que le 12 octobre dernier, juste avant l'annonce du déclenchement des élections générales du 15 novembre, René Lévesque présentait à un groupe d'hommes d'affaires de Québec l'image électorale de son parti. Il lançait sa campagne électorale sous le signe de la

« démocratisation de l'économie par le biais des formes collectives d'organisation et la participation des travailleurs aux décisions de l'entreprise »

(Le DEVOIR, 13 octobre 1976, p. 1)

Cet aspect de la politique du PQ est d'ailleurs un des points de son programme officiel. Même s'il devait très rapidement mettre ce thème dans le tiroir pour se gagner le vote ouvrier, suite à la dénonciation par les dirigeants des trois centrales du tripartisme proposé dans le Manifeste du CTC, personne ne doit s'étonner de le voir ramener aujourd'hui cette perspective de « participation » et de le voir proposer la tenue d'un sommet économique, formule de gestion tripartite de l'économie (travailleurs, patrons, gouvernement) qui, en toute logique, prolonge et complète la formule de la gestion bipartite de l'entreprise (travailleurs-patrons).

Ces formules bipartites de concertation au niveau de l'entreprise, du milieu de travail, ont des formes diverses: *cogestion, autogestion, participation à la prise de décisions, aux profits, à la propriété*. Elles découlent d'une même conception: une communauté d'intérêts de soit-disant partenaires. En donnant accès aux travailleurs à la gestion et à la propriété, elles visent à intéresser les travailleurs aux problèmes de « leur » entreprise, à les associer à la défense de ses intérêts, à leur donner ainsi le « sens des responsabilités » qui les conduira inévitablement à limiter eux-mêmes leurs revendications au nom du profit nécessaire. Elles découlent d'une même conception que toutes les autres formules de concertation et elles conduisent aussi aux mêmes résultats, la limitation volontaire des revendications des travailleurs et la perte de l'indépendance de leurs organisations, c'est-à-dire, en somme, l'intégration des syndicats dans les structures patronales.

a) La cogestion dans les pays d'Europe de l'Ouest

[Retour à la table des matières](#)

La participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, connue aussi sous le nom de cogestion, co-détermination ou « démocratie » industrielle, est principalement implantée dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Ouest. *L'Allemagne de l'Ouest, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Hollande, l'Autriche et le Luxembourg* possèdent des lois consacrant le principe de la participation de représentants des travailleurs aux Conseils d'Administration des grandes sociétés.

Dans les autres pays capitalistes industrialisés comme la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, les États-Unis et le Canada, la formule n'a pas encore réussi à s'implanter (sauf dans les institutions parapubliques comme les établissements de santé et d'enseignement dans plusieurs pays). Cependant, elle suscite un intérêt accru au sein de la bourgeoisie depuis quelques années. Et pour cause. Au niveau de l'entreprise comme au niveau du gouvernement, en période de crise, la bourgeoisie est forcée de se replier sur de telles formules de concertation, *stratégies de dernier ressort*. Dans un article du 14 juillet 1975, l'hebdomadaire américain *Business Week*, porte-parole lucide de la bourgeoisie, caractérisait la « codétermination » comme la « last resort; strategy »,

« designed to defuse worker militance by pulling unions under the corporate umbrella » (stratégie du dernier ressort, conçue en vue de désamorcer le militantisme des travailleurs, en intégrant les syndicats dans la structure de l'entreprise).

Le pays qui jusqu'ici est allé le plus loin dans le sens de la participation, dite « démocratie » industrielle, est la *Suède*. Depuis juin 1976, les travailleurs de toutes les entreprises de plus de 25 employés ont droit d'être représentés au Conseil d'Administration de ces entreprises. Le syndicat a aussi le droit de désigner un membre du Conseil Exécutif dans ces entreprises. Cependant, le « modèle » le mieux connu, celui que les observateurs intéressés reluquent le plus à travers le monde, est celui de la *cogestion allemande*, connue sous le nom de « Mitbestimmung ». Depuis 1951, en Allemagne de l'Ouest, la loi prévoit, au niveau de chaque entreprise, l'existence de deux Conseils, un Conseil de Supervision, ou de surveillance (Aufsichtsrat) et un Conseil d'administration ou de gestion (Vorstand). La loi de 1951 prévoyait une participation syndicale d'un tiers des membres au Conseil de Supervision dans la plupart des industries. En décembre 1975, cette participation a été augmentée mais sans toutefois atteindre la parité. Dans les industries du charbon et de l'acier, la participation syndicale, depuis le début, est paritaire. Toutefois, même dans ce dernier cas, le président du Conseil, un « neutre », vote normalement avec les actionnaires. Le Conseil de Supervision chargé d'élaborer les politiques générales de l'entreprise, n'a aucun pouvoir sur la gestion courante qui relève du Conseil d'Administration. Ce Conseil est élu

par le Conseil de Supervision et ne comprend pas de représentants des travailleurs.

b) Les conséquences de la « participation »

[Retour à la table des matières](#)

Le résultat de cette intégration des représentants syndicaux dans la structure de l'entreprise a été la *disparition*, à toutes fins utiles, *des organisations syndicales comme organisations de défense des intérêts des travailleurs*. Les conditions de travail sont déterminées par discussion au sommet, dans le cadre des politiques générales de l'entreprise, dans un climat de paix sociale, de collaboration entre « partenaires » sociaux. Ainsi par exemple, chez Hoechst, le géant allemand de la chimie, en 25 ans de participation syndicale à la gestion de l'entreprise, les représentants syndicaux ont toujours voté dans le même sens que les représentants patronaux. En Allemagne, comme dans les autres pays où la participation a été institutionnalisée, on a réussi, du moins pendant un certain temps, grâce à la concertation, à réaliser « ce minimum de paix sociale dont on sent partout le besoin », comme le disait René Lévesque. Se félicitant de ce qu'en 1975, les augmentations salariales des travailleurs allemands avaient été maintenues au taux modéré de 6%, c'est-à-dire un taux à peine égal au taux d'inflation, Business Week attribuait très justement cette victoire patronale à la « participation » :

« Without representation on boards, say union leaders and some company officials, unions would have lacked the political muscle to exercise their restraint »

(Business Week, 14 juillet 1975) sans participation aux conseils d'administration, disent les dirigeants syndicaux et certains représentants patronaux, les syndicats n'auraient pas eu le muscle politique nécessaire pour faire passer ces restrictions »).

Le même hebdomadaire rappelait que, même en Italie, où les travailleurs se sont toujours opposés à la participation, certaines expériences isolées et commandées par la nécessité d'apporter une solution de sauvetage à la situation de crise économique, ont finalement été très « fructueuses ». À la compagnie Fiat, au cœur de la crise de 1974-75, les deux parties, nous dit-on, ont pu s'entendre pour « aménager la récession », planifier ensemble les ralentissements de production, décider du nombre de jours de fermetures par semaine et des mises à pied qui en découlaient. De nombreux hommes d'affaires italiens ayant vite compris que cette formule était « la voie de l'avenir », se préparaient à emboîter le pas à Fiat.

Après de nombreuses années d'intégration des travailleurs de plusieurs pays d'Europe dans le régime de la participation, ceux-ci tendent de plus en plus à tourner le dos à ces diverses formules de collaboration et à reconquérir l'indépendance de leurs organisations, comme en témoigne la vague de militantisme déjà mentionnée.

Au même moment où les travailleurs qui en ont fait l'expérience rejettent ces formules, le patronat, lui, et les gouvernements capitalistes en son nom, sachant mesurer leur rôle et leur portée, tentent de les maintenir et de les implanter là où elles n'existent pas encore.

Au Canada, le Ministère du Travail du gouvernement Trudeau commandait l'an dernier à un vice-président de l'Université de la Colombie-Britannique, *Charles Cannaghan*, une étude sur la co-gestion à l'allemande. Cette étude, connue sous le nom de rapport Connaghan souligne les mérites de la participation et le rôle essentiel, dans le maintien de la paix sociale et la reconstruction économique, qu'ont joué les syndicats allemands comme éléments intégrés dans la structure de l'entreprise. Le rapport recommande au gouvernement canadien de s'inspirer du modèle allemand, d'associer plus étroitement le mouvement syndical à la définition des grands objectifs de politique économique et sociale et d'institutionnaliser des rencontres consultatives périodiques au sommet. Ces rencontres réuniraient des représentants du gouvernement, des syndicats, des industriels, des institutions commerciales et des banques. En un mot, il s'agit d'une recommandation de mise sur pied d'un *sommet économique permanent*. Le ministre du Travail s'est montré intéressé par cette formule à laquelle jusqu'à maintenant le gouvernement ne s'est pas arrêté. Compte tenu des recommandations du Manifeste du CTC, il faut s'attendre à ce qu'une pareille formule, si elle était proposée par le gouvernement, reçoive l'assentiment des dirigeants du mouvement ouvrier canadien.

c) -La « participation » dans le secteur para-public

[Retour à la table des matières](#)

Si la participation à la gestion des entreprises n'est pas encore implantée dans le secteur privé au Canada, elle existe comme nous le savons au Québec, dans le secteur para-public dans les établissements de santé et d'éducation. En vertu des lois qui régissent ces organismes, les travailleurs sont « associés » à leur gestion et des sièges sont prévus pour un certain nombre de leurs « représentants » aux Conseils d'Administration. Après quelques années d'expérience de cette participation des travailleurs de la santé et l'éducation, contre leur gré, à l'exécution au niveau local, des politiques gouvernementales de « rentabilisation » et de « déqualification » des services, plusieurs d'entre eux en sont arrivés logiquement à s'écarter de ces formules de participation et d'illusions de pouvoir, pour oeuvrer, en toute indépendance, dans leurs syndicats, et combattre pour l'amélioration simultanée de leurs conditions de travail et des services aux usagers, contre les politiques gouvernementales et leur mise en oeuvre au niveau local. L'unanimité sur cette question est loin de régner, cependant, chez les syndiqués de ces secteurs et les illusions de « pouvoir dans l'entreprise » ne manquent pas d'être alimentées par les perspectives actuelles de concertation dans le cadre du sommet économique.

d) La participation aux profits de l'entreprise

[Retour à la table des matières](#)

La participation des travailleurs aux profits de l'entreprise est sans doute une forme moins répandue de participation. Elle existe néanmoins et vise tout autant à ranger les travailleurs résolument derrière les objectifs de rentabilité de l'entreprise, les associant à leurs patrons dans la poursuite « d'intérêts communs ».

On se souviendra que la participation des travailleurs aux profits était préconisée par *Robert Bourassa*, ancien premier ministre, qui s'était même dit prêt à présenter à l'Assemblée Nationale un projet de loi en ce sens.

À l'occasion d'un colloque organisé le 21 mai 1975 par le Conseil du Patronat du Québec sous le thème « L'entreprise et le partage des profits », Robert Bourassa, cherchant « les voies d'une nouvelle concertation des efforts, des employeurs et des employés au sein de l'entreprise québécoise », proposait comme formule « *d'intéressement* » des travailleurs au « progrès de l'entreprise », la formule de la participation aux profits. L'objectif de cette formule d'intéressement, inspirée d'une loi adoptée sous le gouvernement De Gaulle, en France, à la fin des années '60, serait d'aider

« à résoudre le problème de la motivation et de l'instabilité de la main-d'œuvre,
« à améliorer les relations de travail,
« à mieux intégrer les salariés dans le milieu dans lequel ils vivent et travaillent »

(Le DEVOIR, 22 mai 1975, p. 4)

On retrouve, une fois de plus, même si les mots ont changé quelque peu, les objectifs de concertation, d'intéressement des travailleurs aux profits de « leur » entreprise, de développement du sens des responsabilités, dans le but de les amener à accepter les sacrifices nécessaires au maintien du profit.

e) La participation à la propriété - actionnariat et rachat des entreprises par les travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

Les mêmes remarques s'appliquent à la participation à la propriété de l'entreprise. Cette participation va du simple « *actionnariat* » sans droit de gestion au *rachat complet* dans le cadre de formules diverses de cogestion ou d'autogestion.

Dans le cas de *l'actionnariat*, les travailleurs acquièrent des actions de la compagnie, qu'ils se trouvent à financer à même une retenue, souvent obligatoire, sur leur salaire. Ils retireront à l'occasion quelques dividendes mais qui n'ont rien à voir avec les sommes qu'ils ont dû investir, le plus souvent sans leur consentement.

Mais les cas les plus à l'ordre du jour sont les cas de *rachat des entreprises* sous diverses formules et, dans la plupart des cas, à la suite d'une décision patronale de fermer l'entreprise. Sans entrer dans les détails de ces formules dont il existe de nombreux exemples au Québec, les mieux connus étant ceux de Tembec et de Tricofil, il est important de dégager un certain nombre de constantes qui caractérisent ces « solutions ».

1- Elles reposent invariablement sur l'imposition aux travailleurs de conditions de travail inférieures à celles qui prévalent en moyenne dans le secteur d'activité industrielle où se trouve l'entreprise.

2- Elles amènent les travailleurs à financer de leurs propres poches, le plus souvent sans garantie, des opérations apportant des profits éphémères (lorsqu'il y en a), dont ils ne retirent que les miettes, dans des aventures dont la plupart se sont avérées jusqu'à maintenant des échecs.

3- Elles amènent les travailleurs à renoncer volontairement à des droits acquis, gagnés de haute lutte et même dans certains cas, jusqu'à leur regroupement en syndicat, au nom d'une soit-disant nécessaire collaboration avec la direction en vue de la relance de l'entreprise sur la base « d'intérêts communs ».

4- Elles entretiennent le mythe d'une émancipation possible des travailleurs par le biais de ces aventures de « conquête du pouvoir au niveau de l'entreprise », considérées comme des moyens de combattre le capitalisme sans remise en question de la structure d'ensemble du régime, sans faire porter le combat là où il doit nécessairement être porté, c'est-à-dire au niveau politique, au niveau du pouvoir central.

En somme, le rachat des entreprises par les travailleurs est la forme la plus achevée de la participation, de l'association des intérêts des travailleurs aux intérêts du capital.

Cette association saute aux yeux dans le cas d'entreprises rachetées conjointement et gérées conjointement par les travailleurs et d'anciens cadres par exemple. Dans les cas de rachat complet et d'autogestion par les travailleurs, elle saute tout autant aux yeux lorsqu'on voit les travailleurs être contraints d'administrer eux-mêmes coupures de salaires, mises à pied ou imposition de conditions de sécurité au travail en deçà des normes, soumis qu'ils sont aux lois de la rentabilité capitaliste et par conséquent aux mêmes contraintes de fonctionnement que les autres entreprises.

f) L'illusion du « pouvoir dans l'entreprise »

[Retour à la table des matières](#)

La question n'est pas de savoir si les travailleurs sont capables de faire fonctionner seuls leurs entreprises. De nombreuses expériences sont là pour démontrer le contraire: les travailleurs peuvent se passer de leurs patrons et gérer leurs propres affaires. Mais il ne suffit pas de mettre en cause le droit de propriété et le droit de gestion à l'échelle d'une entreprise. Celle-ci fait partie d'un ensemble. Elle est insérée dans une société capitaliste, dont elle est inséparable. Elle est soumise à ses lois. Inévitablement, dans ce contexte, renaîtront à l'intérieur de l'entreprise les anciens rapports, les anciennes différenciations.

La perspective du rachat des entreprises et de leur autogestion par les travailleurs est donc une perspective à combattre. Elle est *étrangère aux intérêts du mouvement ouvrier*. Elle détourne les travailleurs de leurs véritables objectifs et sème chez eux *l'illusion du « pouvoir dans l'entreprise »*. Elle est une fausse solution qui a toujours été opposée à la perspective d'une action politique autonome des travailleurs, entretenant par le fait même la collaboration de classe au niveau politique.

L'illusion du « pouvoir dans l'entreprise » est très répandue dans le mouvement ouvrier à l'échelle internationale. On la retrouve principalement dans les organisations syndicales de tradition chrétienne. Au Québec, c'est à la CSN, anciennement la CTCC (Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada) qu'elle a été principalement véhiculée. En 1974, son président Marcel Pepin mettait de l'avant ce mot d'ordre de « Pouvoir dans l'entreprise » dans son rapport moral intitulé « *Vivre à notre goût* » au congrès de juin 1974. Il devait relancer le même mot d'ordre au congrès de 1976 dans son rapport moral intitulé « *Prenons notre pouvoir* », même si les délégués au congrès de 1974 avaient adopté une modification majeure à l'orientation proposée dans le rapport moral du président, en soulignant que si la lutte des travailleurs dans l'entreprise est une condition essentielle de l'organisation de leur force, l'objectif du « pouvoir dans l'entreprise » demeure une illusion sans la conquête du pouvoir politique par les travailleurs, d'où la nécessité de l'action politique.

Ailleurs à travers le monde, c'est à l'intérieur de la CMT (Confédération Mondiale du Travail), confédération internationale d'origine et de tradition chrétienne, à laquelle la CSN est affiliée, que cette orientation est la plus répandue. En France, c'est à l'intérieur de la CFDT (Confédération française du travail), ancienne CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens), affiliée à la CMT que la perspective de l'autogestion a été le plus souvent défendue.

g) Une conception du monde étrangère au mouvement ouvrier

[Retour à la table des matières](#)

Les diverses formes de la collaboration de classe, concertation bipartite ou tripartite, autogestion, qui ont été discutées jusqu'ici, procèdent, on le sait, d'une seule et même conception du monde qui nie l'antagonisme inéluctable entre les classes sociales et prône le bon-ententisme, la collaboration entre patrons et travailleurs.

Cette conception du monde ne tire pas ses origines de l'intérieur du mouvement ouvrier: elle lui est venue de l'extérieur. Elle est, en fait, directement issue de la *doctrine sociale de l'Église* qui a été formulée, introduite et véhiculée à l'intérieur du mouvement ouvrier par les centrales syndicales chrétiennes.

La doctrine sociale de l'Église a été élaborée à travers ses Encycliques: *Rerum Novarum*, sur la condition des ouvriers (1891), *Quadragesimo Anno*, sur la restauration de l'ordre social (1931) et *Mater et Magistra* (1961). La ligne de force de la doctrine sociale de l'Église développée dans ces Encycliques est essentiellement celle de la communauté d'intérêts entre le travail et le capital, leur association dans la plus complète cohésion à l'intérieur de l'entreprise et au niveau de la société dans son ensemble; c'est celle du « contrat social », de la paix sociale, du maintien des inégalités, des privilèges liés à la propriété privée et de l'ordre établi.

Les deux principes de base de *Rerum Novarum* sont:

- « la nécessité des inégalités et des souffrances »
- « la nécessité de l'union »

Nécessité « d'union » entre le travail et le capital, entre travailleurs et patrons, qui passait en même temps par la « *division* » syndicale, la construction voulue et encouragée par la hiérarchie catholique de syndicats regroupant les travailleurs chrétiens en opposition aux autres travailleurs. Ces idées de base de la collaboration de classe devaient être élaborées par la suite dans *Quadragesimo Anno* qui lance de manière non-équivoque un appel à la concertation, à la participation sous toutes ses formes.

« Nous estimons cependant plus approprié aux conditions présentes de la vie sociale de *tempérer* quelque peu, dans la mesure du possible, le *contrat de travail* par des éléments empruntés au *contrat de société*. C'est ce que l'on a déjà commencé à faire sous des formes variées, non *sans profit sensible* pour les *travailleurs* et pour les *possesseurs de capital*. Ainsi les ouvriers et employés ont été appelés à participer en quelque manière à la propriété de l'entreprise, à sa *gestion* et aux *profits* qu'elle apporte »

(Quadragesimo Anno, SPES, 1931, p. 57)

L'intégration des organisations ouvrières dans les structures patronales et dans l'État a trouvé sa forme extrême dans le *corporatisme social*, fondement, pendant plus de 40 ans, des régimes franquistes en Espagne et salazariste au Portugal. Il s'agit, bien entendu, de la forme extrême de la « participation », de son expression violente, du « contrat social » forcé, qui pousse l'intégration des syndicats et de l'ensemble des organisations ouvrières jusqu'à leur dissolution. Si extrême et violente soit-elle, elle procède néanmoins de la même idéologie et s'appuie sur elle.

V. Pour une conférence de tous les militants, groupes et organisations ouvrières qui s'opposent à la participation du mouvement ouvrier au sommet économique

[Retour à la table des matières](#)

Les directions des trois centrales ont clairement pris position en faveur de la participation au sommet économique. Sous leur pression, un certain nombre d'instances du mouvement ont entériné cette position d'appui. D'autres comme les Conseils Centraux de Montréal et de Joliette de la CSN, la Fédération des enseignants de CEGEP-CEQ, le Bureau Fédéral de la FNEQ et un certain nombre de syndicats locaux, se sont prononcés contre.

Ce mouvement d'opposition déjà amorcé doit se poursuivre et s'amplifier. Toutes les énergies doivent être mobilisées pour que le mouvement syndical ne participe pas au sommet économique.

Il faut à tout prix éviter que le mouvement syndical ne s'engage, un tant soit peu, dans la participation aux décisions patronales et gouvernementales. Les organisations syndicales doivent conserver leur entière autonomie. Il s'agit là d'une nécessité inéluctable si elles veulent demeurer de véritables organisations de défense des revendications des travailleurs, de véritables organisations de classe.

Pour organiser une riposte unifiée contre la participation du mouvement syndical au sommet économique, le RMS, les groupes et organisations ouvrières, les syndicats, conseils centraux, fédérations qui ont déjà pris position contre le sommet économique, doivent prendre l'initiative de la convocation dans les plus brefs délais, d'une Conférence ouverte à tous ceux qui s'opposent à la tenue de ce sommet. L'objectif de cette Conférence serait l'élaboration des moyens à entreprendre pour mobiliser les syndiqués et

l'ensemble du mouvement ouvrier pour faire échec à la politique de participation, mise de l'avant par les dirigeants des trois centrales.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

À travers le débat sur le sommet économique, la question qui se pose est la *question générale de l'indépendance des organisations ouvrières face à la bourgeoisie*, au niveau de l'entreprise comme au niveau de l'État, au niveau politique comme au niveau syndical.

La perspective de la participation du mouvement syndical au sommet économique pose donc la question politique centrale des rapports entre le mouvement ouvrier, et la bourgeoisie, ses institutions, son État et *également ses partis politiques*. Elle pose la question du combat à mener pour l'indépendance des organisations ouvrières, contre la concertation, *contre la collaboration de classe sous toutes ses formes*.

Sur le plan politique, la concertation trouve son expression la plus achevée dans l'absence d'un parti politique appartenant à la classe ouvrière. Le Parti Québécois, « parti de toutes les classes », où se côtoient travailleurs et patrons, est, dans le contexte actuel au Québec, le parti par excellence de la collaboration de classe.

L'indépendance des organisations syndicales dans l'entreprise, le rejet des formules collaborationnistes de type cogestionnaire ou autogestionnaire, le rejet de la concertation bipartite ou tripartite au niveau national, *trouvent leur concrétisation au plus haut niveau, au niveau politique, dans l'autonomie politique des travailleurs, dans l'existence de leur propre parti*.

Le combat pour *l'indépendance de classe complète* de la classe ouvrière comprend, inéluctablement, le combat *pour la construction de son propre parti*, le *parti des travailleurs*, s'appuyant sur les seules organisations que les travailleurs possèdent en propre, les syndicats.

DÉJÀ PARUS

Cahier du RMS n° 1

L'action politique des syndicats et le parti des travailleurs

Cahier du RMS n° 2

Cahier de revendications des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ)

Contribution du RMS à l'élaboration
d'un projet de programme ouvrier

Cahier du RMS n° 3

Appel à la désignation de candidats des travailleurs sur la base des
revendications ouvrières

Les Cahiers du RMS s'attachent surtout à fournir aux militants syndicaux des textes, compte-rendus ayant trait aux principaux débats à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé. Au centre de ces débats: l'action politique indépendante des travailleurs pour la défense de l'ensemble de leurs revendications.

Fin du texte.